

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
30907 NÎMES cedex 02

NÎMES, le 05/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ROUMEAS & Fils

Z.I. L'Ardoise B.P. 28
30290 L ARDOISE

Références : 2022.OM.12-852
Code AIOT : 0006600705

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/11/2022 dans l'établissement ROUMEAS & Fils implanté aux lieux-dits "La Roquette" et "Silhas Bourbouiren" sur la commune de ST ETIENNE DES SORTS. L'inspection a été annoncée le 30/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROUMEAS & Fils
- lieux-dits "La Roquette" et "Silhas Bourbouiren" 30200 ST ETIENNE DES SORTS
- Code AIOT : 0006600705
- Régime : Autorisation

L'entreprise ROUMEAS a été créée en 1929 par Georges ROUMEAS . Cette entreprise familiale en nom propre effectue des travaux agricoles, de travaux publics et exploite la carrière de calcaire située sur la commune de Saint Étienne des Sorts aux lieux-dits "La roquette" et "Silhas Bourbouiren".

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

.- Surveillance environnementale : art.1 de l'APMD du 12 juillet 2022,

- Aires et cuvettes étanches : art.1 de l'APMD du 12 juillet 2022,
- Voies et Aires de circulation : art. 2.1.2 de l'AP du 16 décembre 2003,
- Station de transit (rubrique 2517): art.1.5 de l'AP du 16 décembre 2003,
- Surplomb : art. 11.6 de l'AM du 22 septembre 1994

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Station de transit (2517)	Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 1.5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance Environnementale	AP de Mise en Demeure du 12/07/2022, article 1	/	Sans objet
2	Aires et cuvettes étanches	AP de Mise en Demeure du 12/07/2022, article 1	/	Sans objet
3	Voies et aires de circulation	Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 2.1.2	/	Sans objet
5	Surplomb	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les deux points de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2022-028 DREAL du 12 juillet 2022 portant sur la mise en place de mesures de poussière et sur la modification de l'aire étanche ont été constatés remises en conformité. Il est proposé à madame la préfète de lever l'arrêté de mise en demeure n° 2022-028 DREAL du 12 juillet 2022.

L'exploitant n'ayant pas matérialisé les surfaces affectées à la rubrique 2517, il n'a pas été déposé le porter a connaissance ad hoc sujet du constat "station de transit" du rapport d'inspection du 11 mai 2022. L'inspection reprend ce point en proposant une lettre de suivi préfectorale avec un délai fixé à 1 mois pour régulariser.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance Environnementale

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/07/2022, article 1
Thème(s) : Autre, Etude de positionnement des capteurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sous un délai deux mois : Selon les prescriptions de l'article 4.3 « Surveillance dans l'environnement » de l'arrêté préfectoral n° 03-194 N du 16 décembre 2003, l'exploitant propose à l'inspection une étude indiquant le positionnement des 6 capteurs de mesure de poussière, pour validation. Cette étude propose également une fréquence des mesures à effectuer, conforme à l'article 57, section II du chapitre VIII de l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement », y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 ;
Constats : L'exploitant a transmis par courrier du 10 juin 2022 en réponse au rapport de l'inspection du 22/04/2022 un bon de commande de mesures par l'entreprise « AGEOX » par jauge de type « OWEN » avec une prévision de 4 campagnes de mesure par an. L'exploitant a fourni par ce même courrier un plan avec le positionnement des 6 capteurs, après vérification par l'inspection, il n'a pas été émis de remarque par l'inspection sur leur emplacement. Lors de l'inspection, il est constaté sur site la mise en place de ces même jauges, les premières mesures pourront être fournies en 2023 pour une partie de l'année 2022. L'exploitant est conforme à la prescription de l'article 1 - 1er point concernant la « surveillance Environnementale » de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2022-028 DREAL du 12 juillet 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Aires et cuvettes étanches

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/07/2022, article 1
Thème(s) : Autre, Aires et cuvettes étanches
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sous un délai de quatre mois : Selon les prescriptions article 10.2.2. « Aires et cuvettes étanches » de l'arrêté préfectoral n° 03-194 N du 16 décembre 2003, l'exploitant met en œuvre un système étanche qui permet la récupération totale des eaux et liquides résiduels.
Constats : L'exploitant a transmis par courrier du 10 juin 2022 en réponse au rapport de l'inspection du 22/04/2022 et par courriel du 01/12/2022 la démonstration des modifications d'étanchéité apportées en fournissant un montage photo et une coupe de l'aire étanche en place. Suivant ces plans, le principe d'étanchéité est respecté. Lors de l'inspection, il est constaté un niveau d'eau dans le puisard démontrant une étanchéité de cette dernière. Il est constaté la mise en place des éléments de dépollution dans ce même puisard. L'exploitant est conforme à la prescription de l'article 2eme point concernant l'« Aires et cuvette étanche » de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2022-028 DREAL du 12 juillet 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Voies et aires de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2003, article 2.1.2
Thème(s) : Autre, Voies et aires de circulation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Inspection du 22/04/2022 Constat : Il est constaté que la zone dédiée au parking des véhicules n'est pas praticable et ne permet pas aux véhicules de circuler. Décision : L'exploitant reprend la surface du parking par des matériaux adaptés et nivelle la surface pour le rendre praticable par des véhicules.
Constats : Il est constaté l'aménagement du parking rendu praticable .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Station de transit (2517)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 1.5
Thème(s) : Autre, Station de transit (2517)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Inspection du 22/04/2022 Constats : L'exploitant utilise une surface à des fins de transit à but commercial des matériaux du BTP autres que ceux utilisés pour le remblaiement. Ces matériaux transitent sur le périmètre de la carrière. Cette activité relève de la rubrique 2517 de la nomenclature ICPE. Constat:La rubrique 2517, ne figure pas dans l'arrêté préfectoral n° 03-194 N du 16 décembre 2003.Décision : Si l'exploitant souhaite maintenir cette activité, il transmet un Porter à connaissance (PAC) auprès de la préfecture afin d'intégrer cette rubrique à l'autorisation actuelle. Ce dernier devra contenir toutes les informations utiles nécessaires à la modification de l'autorisation: la surface, l'emplacement, les matériaux acceptés, les procédures de suivi et d'acceptation et toutes mesures prises pour la maîtrise des nuisances suivant le niveau d'enregistrement (Autorisation, enregistrement, déclaration). Par ailleurs, le PAC devra inclure la modification du classement concernant la rubrique 2515 dont le régime A est désormais transformé en régime E. Une demande explicite pour bénéficier de ce régime doit également être adressée à la préfecture.
Constats : L'exploitant indique que le PAC est en cours d'élaboration. L'exploitant va définir les zones dédiées à l'activité de transit et déposé un PAC pour répondre à la sollicitation. Il est proposé une lettre de suite préfectorale pour un demander le dépôt de ce PAC visant la régularisation pour le début janvier au plus tard, l'inspection informe qu'il proposera une mise en demeure de régularisation administrative au titre de l'article 171-7 si ce dernier n'est pas déposé dans ce délai. Pour mémoire, ce porter a connaissance doit intégrer la rubriques 2517 en déclaration ou enregistrement et demander le bénéfice d'antériorité sur la rubrique 2515 en enregistrement dans l'arrêté d'autorisation n°03-194N du 16 décembre 2003. depuis la révision de la nomenclature ICPE
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Surplomb

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6
Thème(s) : Autre, Surplomb
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Constats : Il est constaté la présence d'un surplomb en partie Nord de la carrière, ce constat constitue une non conformité à l'article 11.6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994Remarque :L'emplacement de ce surplomb est inaccessible par les engins depuis le fond de la carrière. L'exploitant traite ce surplomb afin d'éviter tout risque pour l'environnement et les personnes.
Constats : Il est constaté sur site la neutralisation du surplomb en partie Nord-Est de la carrière par purge du front.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet